

Le film qui révèle la face cachée du drame congolais

Le nouvel opus de Thierry Michel retrace un quart de siècle de crimes et de violences impunis. La plupart des responsables sont toujours en vie et n'ont jamais été poursuivis.

PHILIPPE DE BOECK

Is s'appellent Laurent Nkunda, James Kabarebe, Joseph et Laurent-Désiré Kabila, Gabriel Amisi, Jean-Pierre Bemba, Gédéon Kyungu, Eric Ruhorimbire, John Numbi, Paul Kagame ou encore Yoweri Museveni, pour n'en citer que quelques-uns. Tous ont commis, couvert ou commandité des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, voire des crimes de génocide au Congo. La plupart sont encore en vie, mais aucun n'a jamais été poursuivi ou traduit devant un tribunal...

Leurs noms sont cités dans le nouveau film de Thierry Michel (*L'Empire du silence*), preuves à l'appui.

Tous leurs méfaits ont été méticuleusement inventoriés dans une enquête des Nations unies, le fameux Rapport Mapping. Si son contenu a finalement été rendu public malgré les fortes pressions du Rwanda, la liste des noms des responsables de ces actes horribles ne l'a jamais été. Elle « dort » dans un coffre quelque part au siège des Nations unies, à Genève. « C'est une véritable bombe », précise Thierry Michel.

« C'est une véritable bombe »

Son combat, c'est surtout celui du D^r Denis Mukwege, le Prix Nobel de la paix 2018. « Quand il a franchi la ligne rouge en citant des noms, on a voulu l'éliminer et il a perdu deux personnes de son entourage proche tuées dans sa maison, dont son régisseur », raconte le réalisateur. « Comment se fait-il que rien n'ait changé depuis près de trente ans ? Pour le savoir, je suis retourné sur le terrain pour retrouver des témoins, des traces. Le tournage a duré trois ans. C'est mon douzième et dernier sur le Congo, un film bilan pour briser la loi du silence. Sur les fosses communes, pourquoi n'y a-t-il pas d'exhumations ? Avec les Yézidis, on le fait déjà alors que c'est tout récent. Pourquoi pas au Congo ? Ce film est important pour documenter d'éventuelles suites judiciaires. »

Comme le dit Thierry Michel, « ce film est un petit tsunami et il faut un peu s'accrocher » en le visionnant. Certaines images sont en effet insoutenables, notamment celles prises dans le Kasai par un militaire des FARDC qui filme la liquidation de civils (femmes et adolescents) non armés avec son smartphone. Ou celles de l'exécution de deux experts de l'ONU, un Américain et une Suédoise, en mars 2017. Ou celles encore de milliers de réfugiés hutus rwandais en train de mourir à petit feu, poursuivis par les troupes de l'APR à Tingi-Tingi, au sud de Kisangani, en 1997.

« Que vaut la vie d'un Congolais ? »

Mises bout à bout, toutes ces séquences qui ont déstabilisé le Congo depuis le génocide rwandais d'avril 1994 donnent froid dans le dos : « Comment est-ce possible ? » Les Nations unies ont bien essayé de ramener la paix et la sécurité dans le pays avec la Monuc (devenue

Monusco), mais, malgré les moyens importants (un budget annuel de 1,5 milliard de dollars), les massacres continuent. Certains ont même eu lieu à quelques centaines de mètres d'un camp de Casques bleus censés protéger les populations. « Ils ne font qu'observer et nous, on meurt », explique une dame amputée d'une main coupée à la machette.

Un des drames du Congo, c'est qu'il n'y a bien souvent pas d'images des exactions commises dans ce pays gigantesque, convoité avant tout pour les richesses de son sous-sol (coltan, diamant, cobalt, or, cuivre, uranium, etc.). Et pas d'images signifie souvent pas d'infos. Dans *L'Empire du silence*, il y a les deux : des tonnes d'images plus terribles les unes que les autres et des tonnes d'informations qui ne demandent qu'à être exploitées.

Comme le résume une des personnes interviewées par Thierry Michel : « Que vaut la vie d'un Congolais ? » Après avoir vu le film, on en arrive à la conclusion qu'elle ne vaut manifestement pas grand-chose.

Si le nombre de morts tombés dans l'oubli et le nombre de femmes violées depuis 1994 est impossible à évaluer avec précision, le bilan humain est indescriptible.

Le film (110 minutes) est présenté en avant-première mondiale au Festival des Libertés ce mardi soir. Il sortira en salle en janvier.



Le tournage a duré trois ans. C'est mon douzième et dernier film sur le Congo, un film bilan pour briser la loi du silence

Thierry Michel
Cinéaste



C'est le discours du docteur Mukwege à Oslo, en 2018, lors de la remise du prix Nobel de la paix, qui sert de fil conducteur

contexte Ces guerres qui tournent en boucle dans l'est du

COLETTE BRAECKMAN

Malgré l'état de siège décrété depuis mai dernier dans le Nord-Kivu et en Ituri, malgré les nombreux accords de coopération économique et politique passés avec le voisin rwandais, le cycle de la guerre ne s'est pas interrompu dans l'est du Congo. Depuis un quart de siècle, il continue à broyer les populations civiles. En tournée en Europe, le docteur Mukwege ne peut que constater l'impuissance des politiques et dénoncer l'impéritie de la communauté internationale. Cette persistance des conflits s'explique entre autres par l'imbrication de ces derniers avec la politique et avec les intérêts des pays voisins.

Dans l'Ituri, où les groupes armés ont tué plus de 700 personnes depuis le début de l'année en dépit de l'état de siège, les ADF (Allied Defense Forces), un groupe se présentant comme une branche de l'Etat islamique, continuent à être désignées comme les principales responsables des actes de violence. Leur capacité de nuisance s'explique par des enjeux locaux, par le contrôle des trafics d'or et de cacao en direction de l'Ouganda, par le manque d'efficacité d'une armée congolaise dont bon nombre d'officiers sont eux-mêmes engagés dans des trafics divers et des détournements de fonds, par la faiblesse de la Monusco, malgré le renfort d'unités spéciales fournies par les pays d'Afrique australe. La responsabilité du général Gabriel Amisi, inspecteur général de l'armée et ancien « rebelle » réintégré dans l'armée, est souvent citée. En arrière-plan des massacres, des trafics et des compromissions, des mouvements de fond se dessinent. L'un d'entre eux, peu médiatisé, est le flux qui porte des Hutus, congolais ou d'origine rwandaise, à « pousser » en direction du nord et à tenter de s'approprier des terres, soit dans le parc des Virunga, où ils pratiquent le commerce du charbon de bois, soit au détriment des

populations locales, des Nande principalement, qui se défendent via leurs organisations communautaires et n'hésitent pas à nouer des liens commerciaux avec les ADF. Juste au Nord-Kivu, on dénombre une centaine de groupes armés !

Banditisme et trafics

Si l'état de siège n'a pas été déclaré au Sud-Kivu, la situation n'y est guère meilleure et, plus encore qu'au nord, l'implication des pays voisins se greffe sur le banditisme ordinaire, le trafic de minerais et de café, le manque de fiabilité de l'armée et l'inefficacité des Casques bleus. S'y ajoute ici aussi la compétition pour les terres, alors que les « élites » de Bukavu acquièrent de grandes propriétés dans le sud de la province, que des projets agro-industriels apparaissent dans la fertile plaine de la Ruzizi voisine du Rwanda et du Burundi, que les Pygmées qui occupent la forêt équatoriale se sentent agressés par la poussée foncière et les plans de développement. Mais surtout, les armées de la région se livrent, en territoire congolais, à la poursuite de leurs opposants respectifs : des groupes d'opposants burundais campent sur les hauteurs surplombant la ville d'Uvira et ils passent des alliances avec des groupes armés locaux.

Quant au Rwanda, soit en coopérant avec l'armée congolaise, soit en se dissimulant derrière des groupes locaux, il s'efforce de neutraliser des opposants armés toujours actifs au Sud-Kivu. Certains d'entre eux se réclament du général Kayumba Nyamwasa, à la tête du RNC (Rwandese National Congress), qui jure de vouloir renverser le président Kagame, son ancien compagnon de maquis, d'autres opèrent avec les anciens Interhamwe et autres tueurs de 1994, qui avaient d'abord, dans les camps de réfugiés hutus, créé le RDR (Rassemblement pour le retour des réfugiés), qui se transforma ensuite en Palir, Alir et actuellement FDLR (Forces démocra-

tiques pour la libération du Rwanda), des groupes armés d'où sont issus au fil du temps d'autres mouvements.

L'instabilité, le manque de lisibilité de ces guerres sur les collines sont aussi le résultat de la contagion en terre congolaise des conflits vécus dans les pays voisins

Le procès de Paul Rusesabagina, l'ancien gérant de l'hôtel des Mille Collines, héros du film *Hôtel Rwanda*, qui s'est récemment terminé par une condamnation à 25 ans de prison, a aussi révélé que plusieurs groupes qualifiés de terroristes avaient mené des attaques à l'intérieur du Rwanda, dans le district de Nyungwe principalement, menaçant l'essor de l'industrie touristique. Il est apparu au cours du procès que Rusesabagina, se présentant comme le dirigeant d'une force de libération, avait envoyé de l'argent en Afrique pour soutenir son parti, le MRCD, acheter des armes et procéder à de nouveaux recrutements. En effet, au fil du temps, une nouvelle génération de combattants hutus est apparue : les enfants des réfugiés d'hier ayant vécu et étudié au Congo ont repris les armes de leurs pères dans le but d'un jour reprendre le pouvoir au Rwanda tandis que, dans la diaspora, ils comptent de nombreux soutiens. A noter que cette évolution fut celle des réfugiés tutsis éparpillés après les massacres des années 60 et qui, depuis l'Ouganda, finirent par se réorganiser afin de rentrer dans leur pays les armes à la main...

Imbriquée dans les conflits précédents, rwandais et burundais, la situation des pasteurs banyamulenge est de plus en plus dramatique : les Congolais les accusent d'être une cinquième colonne de l'armée rwandaise, leur nationalité congolaise est violemment mise